

GRENOBLE ET SA RÉGION

GRENOBLE François Asselin, président national de la CPME, a rencontré et échangé avec les adhérents isérois

« Pour que la culture PME imprime le pays »

Le président national de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), François Asselin, était mardi en Isère. Récemment élu pour un deuxième mandat, il a rencontré et échangé avec ses adhérents locaux.

François Asselin, le président national de la CPME, organisation patronale des petites et moyennes entreprises, était à Grenoble mardi 21 janvier, quelques jours seulement après sa réflexion.

S'il devra revenir en Isère pour soutenir sa feuille de route pour les cinq prochaines années – et pour cause, elle n'est pas encore entièrement rédigée – François Asselin a énergiquement défendu les entreprises et les entrepreneurs, la culture des PME. « Notre pays a besoin de s'appuyer sur nos dirigeants, ces femmes et ces hommes que j'appelle souvent des "risque-tout", parfois enquiquinés par des "risque rien". La culture PME a du mal à pénétrer toutes les strates de l'environnement des entreprises. Je veux accélérer là-dessus pendant les cinq prochaines années pour que la culture PME imprime le pays ».

■ « Vouloir garder son régime, c'est refuser de jouer collectif »

Et d'évoquer l'actualité – la réforme des retraites, les manifestations – pour appuyer son propos. Pour lui, le mouvement de lutte contre cette réforme fait apparaître trois

grands maux français : le déni de réalité, le rejet de la valeur travail, « une valeur pourtant positive », et la perte du sens du bien commun.

Sur ce dernier point, il affirme, quitte à ne pas se faire que des amis : « Aujourd'hui, vouloir garder son régime sans regarder ce qui se passe à côté, c'est suicidaire pour son propre régime, avec l'évolution de la démographie. Mais c'est aussi refuser de jouer collectif, c'est jouer l'instant "T" plutôt que la pérennité ». Puis, il explique : « Dans nos entreprises, nous vivons l'inverse. On a le sens du bien commun, on donne une valeur positive au travail, on est forcés de se confronter à la réalité pour ne pas disparaître. Et même si on n'est pas d'accord, on trouve la solution pour avancer. Si on s'inspirait de ce que nous vivons, de ce que nous faisons avec nos salariés, bref si on s'inspirait de la culture PME, je pense que le pays pourrait mieux se porter ».

Toujours sur les retraites, François Asselin prévient que « si cette réforme ne passe pas, il faudra, dans un ou deux ans, se remettre autour de la table avec les partenaires sociaux pour équilibrer le régime actuel ». Et il rappelle que la CPME est contre la baisse des pensions, contre l'augmentation des cotisations patronales et salariales. « Il ne reste donc plus qu'une variable : les mesures d'âge », estime-t-il, ajoutant aussitôt son « espoir de trouver, avec les partenaires sociaux qui le souhaitent, des solutions intelligentes ».

Matthieu ESTRANGIN



François Asselin, président national de la CPME, est évidemment revenu ce mardi, sur les manifestations contre la réforme des retraites et leurs conséquences. Photo Le DL/M.E.

« Que le droit de travailler soit respecté »

Si on demande à François Asselin, président national de la CPME, comment se portent les entreprises de ses adhérents, il explique qu'il faut « faire un peu de dentelle. Selon le secteur d'activité et l'implantation géographique de l'entreprise, l'impact des grèves peut être très important ou peu important. Pour les hôteliers, les restaurateurs, les commerçants de la région parisienne, en ce moment, ce n'est pas la joie. On voit passer, à la CPME nationale, des dossiers d'aides qui font mal au cœur. Après les gilets jaunes l'an dernier, les grèves de ces dernières semaines font mal [...] À Paris, la baisse d'activité c'est 38 % dans les hôtels-restaurants actuellement. Il y a donc des rideaux qui vont se baisser, des salariés qui vont être les premières victimes, des entrepreneurs qui vont perdre leur outil de travail. Ce n'est pas comme si une grande usine fermait, avec un impact qu'on peut

visualiser. Là, c'est plus atomisé mais c'est un vrai drame. Quelque part, c'est irresponsable. Nous sommes très respectueux, à la CPME, du droit de grève mais nous sommes tout aussi en attente que le droit de travailler soit respecté. On est très touchés de voir des salariés qui mettent 2 ou 3 heures le matin pour venir travailler, qui mettent 2 ou 3 heures pour rentrer chez eux le soir, tout ça pour pouvoir travailler et pouvoir vivre. Quand j'entends certains dire "on se bat pour vous", je veux répondre : on ne vous a pas mandatés, y compris nos salariés, on veut juste pouvoir travailler et éviter des drames ». Et François Asselin de rappeler que le gouvernement va permettre, si cela est justifié, que les entreprises étalent leurs dettes fiscales et sociales. « Elles pourront même, dans certains cas, être annulées ».

M.E.

La CPME à la rencontre des candidats aux municipales



Jérôme Lopez, président de la CPME 38.

Photo Le DL/Matthieu ESTRANGIN

Quel est l'impact des mouvements sociaux sur les PME iséroises ?

Jérôme Lopez, président de la CPME 38 : « Aujourd'hui, il n'y a pas de drame, heureusement. Nos entreprises sont moins exposées donc moins touchées que les entreprises parisiennes, notamment celles du secteur de l'hôtellerie-restauration, les commerçants. Certaines entreprises iséroises très tournées vers Paris ont évidemment dû trouver des solutions pour livrer leurs clients dans les temps, ont dû s'adapter, anticiper. Certaines entreprises qui exportent beaucoup ont aussi dû faire face à des

complications. Quant aux commerces, de Grenoble notamment, ils ont été affectés mais globalement, moins que l'an dernier lors du mouvement des gilets jaunes. Le secteur du tourisme est aussi important dans notre département. A priori, ce secteur n'a pas été trop impacté. Dans tous les secteurs, pour faire un bilan précis, il faut attendre la fin du premier trimestre. À ce moment-là, nous pourrions dresser un bilan exact ».

L'année 2020 va être marquée par les élections municipales. Comment se positionne la CPME en Isère ?

« Nous sommes une organisation apolitique même si certains de nos adhérents ont choisi de s'engager pour leur commune. Pour ces élections municipales, nous avons choisi de nous associer avec d'autres organisations comme le Medef, l'Udimec, l'Umih... pour rencontrer les principaux candidats de deux villes de notre département, Grenoble et Bourgoin-Jallieu. À Bourgoin, ces rencontres vont débiter, à Grenoble, nous avons déjà rencontré trois candidats. Nous ne souhaitons pas révéler le contenu de nos échanges ».

M.E.